

TotalEnergies et Engie, dans le viseur du mouvement Code Rouge, menacent la société civile

Quinze organisations de la société civile belge dénoncent une tentative d'intimidation de la part d'Engie et de TotalEnergies. Ces entreprises menacent de poursuites judiciaires les soutiens du mouvement de désobéissance civile Code Rouge, qui cite ces géants de l'énergie comme cibles potentielles de leur prochaine action.

Début octobre, des employés et des membres de plusieurs organisations, dont Greenpeace, la FDSS, Acteurs des Temps Présents ou Climate Express, ont reçu deux courriers de la part d'Engie et de TotalEnergies qui les somment de retirer leur soutien à Code Rouge sous peine d'éventuelles poursuites judiciaires. Face à cette intimidation, ces organisations de la société civile ont répliqué ce mardi 15 octobre par une déclaration publique affirmant leur soutien à Code Rouge et dénonçant ces pressions.

Damien Charles, de l'organisation Quinoa, a commenté : « Les actions de Code Rouge, qui ont déjà ciblé Engie et TotalEnergies par le passé, sont visiblement efficaces, comme en témoignent ces menaces. Cela ne fait que renforcer notre soutien.» Jo Dirix, porte-parole de Vredesactie, ajoute : « Nous partageons les messages portés par Code Rouge. Les entreprises d'énergies fossiles accélèrent le dérèglement climatique et mettent des vies en danger pour générer des bénéfices colossaux. Après des années de plaidoyer et de mobilisation, il est légitime que des citoyens recourent à la désobéissance civile. Ce mode d'action non-violent a prouvé son efficacité dans de nombreux combats historiques, qu'il s'agisse des droits civiques, du droit de vote des femmes ou de la décolonisation. »

Ensemble, ces organisations réaffirment leur détermination à agir pour le climat, malgré les tentatives d'intimidation de ces grandes entreprises.